

étaient tenus à l'endroit des propositions du Crédit social, et je voudrais citer un éditorial d'un homme qu'un grand nombre de gens ont connu et qui a été directeur de deux grands quotidiens, *Le Soleil* de Québec et *L'Action catholique*, et qui, par surcroît, est le beau-père du premier ministre de la province de Québec, M. René Lévesque. Alors ce journaliste c'est M. Eugène L'Heureux. Voici ce qu'il disait, et je cite:

Après avoir ridiculisé, comme tant d'autres, le crédit social, nous en sommes venus à envisager froidement cette doctrine monétaire qui, selon nous, dans les circonstances graves de l'heure, mérite d'être étudiée.

Cela remonte à 40 ans, mais a la même valeur aujourd'hui, et je cite:

Aussi, félicitons nous ceux qui se donnent la peine de voir si l'application de certains principes du crédit social pourraient faciliter la solution de problèmes qui s'aggravent constamment et que les écoles économiques traditionnelles s'avèrent impuissantes à résoudre.

Mais c'est encore la même chose aujourd'hui!

Nous croyons néanmoins qu'il faut y penser deux fois avant de rejeter *a priori* et complètement cette doctrine monétaire, la seule qui, jusqu'à maintenant, préconise un ensemble de remèdes positifs aux maux résultant de la domination du monde par la haute finance.

Il est très possible que les remèdes ou une partie des remèdes suggérés par les créditistes soient mauvais. Alors, nous comptons que les ennemis du Crédit social, presque tous convaincus comme les créditistes des responsabilités de la finance dans la crise actuelle, vont à leur tour préconiser leurs remèdes, autrement qu'une fois par ci, par là, et sans esprit de suite, en vue simplement de faire échec aux créditistes.

Seulement pour le plaisir de la chose. Ils rejettent notre philosophie, mais ils ne sont pas capables d'appuyer ce rejet sur des raisons valables.

Aucun homme intelligent et sérieux n'admettra que les conditions économiques puissent impunément continuer d'empirer comme elles le font depuis une dizaine d'années, malgré les boniments optimistes des banquiers.

Monsieur le premier ministre citait cet après-midi M. McLaughlin, qui est un banquier et qui, lui, avait des «boniments optimistes». Parfois il y a des boniments pessimistes, moi j'en ai lus l'an passé de ses écrits qui n'étaient pas trop optimistes.

Fasse le ciel que nos craintes soient vaines, mais nous redoutons autant que les théories dites utopiques les conséquences probables de la stagnation actuelle des idées en matière économique et de la passivité de ceux qui devraient agir.

Spectateur intéressé du drame humain, pas créditiste ni anticréditiste . . .

. . . lui, il est objectif, il ne regarde pas en pleine face.

. . . nous voulons bien que l'on combatte le crédit social . . .

. . . moi aussi je veux bien cela. Pas pour le plaisir de la chose, mais à condition que l'on utilise d'autres armes que le mensonge et la dérision. Qu'on fonde plutôt nos accusations sur quelque chose de positif.

. . . à la condition aussi que l'on préconise, en remplacement de la doctrine créditiste, quelque chose de mieux.

Évidemment, le monde a besoin d'une rénovation économique.

. . . C'est la même chose pour aujourd'hui. Et je poursuis la citation:

. . . si le crédit social est impuissant à la lui donner, qu'on propose un remède meilleur. Nous ne sommes pas plus que cela partisans du crédit social.

Moi non plus, si on a d'autres mesures meilleures, qu'on les présente et je vais les appuyer.

Il est temps que les élus du peuple cessent de faire naïvement le jeu de la haute finance en dirigeant tous leurs efforts vers la consommation des moyens préconisés par tel ou tel groupe pour mâter la dictature économique.

Et je termine maintenant par ces mots . . .

Ce travail étroitement négatif, qui sert à souhait les exploités du monde, prépare tout probablement de mauvais jours à la société. C'est ce tragique dénouement que nous voulons conjurer.

L'Adresse—M. Francis

Pourtant cela a été écrit il y a quarante ans!

Peu nous importe que le Crédit social fasse son chemin, mais ce qui ne nous laisse pas indifférents, c'est la nécessité, l'urgence même, de faire quelque chose pour mettre fin à la prévalence du capital piastre contre le capital humain.

Monsieur le président, je suis d'accord avec ces énoncés, mais je ne suis pas d'accord pour qu'on leur accorde plus d'intérêt et plus d'attention de la part des autorités gouvernementales à l'endroit du capital-piastre qui est sans âme et sans vie, contre les intérêts du capital humain qui a à l'intérieur une vie et qui est la plus grande richesse que Dieu a pu donner à l'humanité.

Monsieur le président, je voudrais remercier encore une fois mes collègues. J'avais un message à livrer, et comme j'étais le porte-parole de mon parti, je me devais de livrer un message plus élaboré, et j'ai des remerciements à offrir à mes collègues qui ont compris toute la lourdeur de mes responsabilités. Je veux assurer la Chambre et tous mes collègues de ma meilleure collaboration, afin que si l'on a des solutions plus valables à apporter pour régler ce problème d'endettement, cette situation de la suprématie du dollar sur le capital humain, je suis prêt à donner mon appui, même si je dois travailler 24 heures par jour.

M. Lloyd Francis (Ottawa-Ouest): Monsieur le président, tout d'abord, je veux féliciter les députés de York-Sud (M^{me} Appolloni) et de Verdun (M. Savard), qui ont si bien parlé hier après-midi à la Chambre. J'ai l'intention ce soir de traiter de quelques problèmes qui sont en cause dans la politique du gouvernement, surtout en ce qui concerne la région de la capitale nationale et la Fonction publique.

[Traduction]

Lorsque j'étais étudiant à l'université on nous parlait des maigres années 30, des effrayantes années 40 et des fabuleuses années 50. Puis l'évolution de l'économie de notre pays et du monde occidental au cours des années 60 et au début des années 70 a surpassé tout ce que nous osions espérer. Mais à partir de là, les choses ont tout à coup changé. Au Canada nous souffrons à présent des conséquences des dérèglements qui ont fait vaciller notre économie. Les salaires sont devenus plus élevés chez nous que chez nos associés commerciaux et notre productivité n'a pas suivi au même rythme. Nous avons bien vécu pendant ces années de vaches grasses et le Canada, à présent, à l'instar d'autres pays du monde occidental est obligé de procéder à certains redressements très douloureux.

Le remède économique prescrit n'est pas populaire et pas de ceux propres à mettre en valeur un gouvernement élu dans une société démocratique. En tant que député de la région de la Capitale nationale, je me rends compte tous les jours des conséquences de la politique d'austérité que l'on nous a décrite dans le discours du trône et je suis sûr qu'il en va de même pour tous les députés des autres partis représentés à la Chambre.

Cet après-midi, le premier ministre (M. Trudeau) a très bien fait remarquer que si dans le cadre du budget fédéral on parle de réduction des dépenses gouvernementales, politique qui semble être généralement acceptée comme un remède absolument nécessaire à présent, cela ne peut s'appliquer que dans des domaines très restreints du budget fédéral. Nous ne pouvons par exemple revenir sur les engagements législatifs pris au chapitre de la sécurité de la vieillesse. Nous ne pouvons réduire les sommes qui doivent être payées aux provinces pour